

## *Chronique d'une mort planifiée*

Suite-III

Participation à la 23e Mission civile du Collectif Urgence Palestine (CUP) - avril 2010

### **Du Mur, des Colonies et des Hommes**

Depuis deux jours, nous sommes en Palestine. Quelle que soit la direction vers laquelle se tourne notre regard, il se heurte au Mur de séparation ou à une colonie. La Palestine n'est plus. Israël l'a découpée en petits morceaux et les palestiniens se fauillent comme ils peuvent entre ces fragments de leur terre qu'on leur a laissés.

Notre mission avait pour thème les conséquences du mur de séparation et des colonies sur les conditions de travail des palestiniens. Afin d'apporter le maximum d'éléments pour accomplir le but de notre mission, nos différentes rencontres et actions comprenaient :

- les deux principaux syndicats palestiniens ;
- des ouvriers et ouvrières travaillant en Israël et en usine en Palestine, des agriculteurs travaillant sur leur terre et d'autres travaillant dans des exploitations agricoles dans les colonies et en Palestine ;
- des structures agricoles dans la Vallée du Jourdain et à Deir Istyia ;
- des membres de la Chambre de Commerce de Naplouse et des personnalités politiques ;
- des manifestations à Beit Jala et Bil'in ;
- des associations activistes israéliennes AIC (Alternative Information Center) et ICAHD (Israeli Committee Against House Demolition).

### **Entretiens avec les syndicats**

Les deux syndicats : La Fédération générale des syndicats palestiniens (Palestine General Federation of Trade Unions - PGFTU) et le Syndicat général des Travailleurs palestiniens (General Union of Palestinian Workers - GUPW) regroupent plusieurs autres syndicats et ont des positions très similaires, le Fatah étant très présent dans ces deux syndicats. Leur rôle est relativement limité particulièrement en ce qui concerne les travailleurs en Israël et dans les colonies puisque normalement le droit israélien devrait s'appliquer. Ce n'est cependant pas le cas et les travailleurs palestiniens (TP) n'ont donc aucune protection juridique en cas d'abus ou de non respect du droit du travail par les patrons israéliens qui rémunèrent les ouvriers israéliens à un taux bien supérieur. En outre le syndicat israélien Histadrut ne coopère pas pour de soi-disant raisons sécuritaires et les palestiniens hésitent à revendiquer leurs droits par crainte de perdre leurs permis de travail et de circulation. La main d'œuvre palestinienne a beaucoup souffert à partir de 1987 lors de la première intifada lorsque les bureaux de recrutement israéliens situés en Palestine ont été fermés et remplacés par l'administration civile en Israël. Le nombre de travailleurs est alors passé d'environ 500.000 à 250.000. La situation s'est encore aggravée après la 2e intifada en 2001 avec une

occupation de plus en plus répressive dont les conséquences ont été dramatiques pour les TP. Les principales étant la diminution des permis de travail et l'augmentation des check-points et donc des difficultés d'entrée ; les travailleurs restent alors illégalement en Israël. Il y a maintenant seulement 25.000 palestiniens ayant un permis de travail. La conséquence étant que le nombre de palestiniens travaillant clandestinement en Israël est en constante augmentation. Les patrons israéliens profitent de cette situation par des abus de toute sorte dont de longues heures de travail pour des salaires dérisoires et aucune protection sociale. Le rôle des deux syndicats est de faire appliquer les lois israéliennes, de défendre les travailleurs lors d'arrestations aux check-points, de faire cesser la pratique des intermédiaires recruteurs qui prélèvent 20% du salaire des palestiniens travaillant dans les colonies, d'organiser des conférences de presse pour dénoncer les abus, de collaborer avec les syndicats internationaux, etc. Leur objectif actuel est d'obtenir l'interdiction de travailler dans les colonies et des discussions inter syndicales ainsi qu'avec l'Autorité palestinienne (AP) sont en cours pour trouver une solution alternative. On compte actuellement 35.000 palestiniens travaillant dans les colonies. Le syndicat israélien Histadrut obligeait les TP à adhérer mais ne leur fournissait aucune protection en retour. Suite à un jugement de la haute cour israélienne Histadrut doit rembourser \$18 millions aux travailleurs palestiniens. A ce jour seulement une petite partie a été versée (\$3.5 millions). En ce qui concerne la position des syndicats palestiniens vis-à-vis du boycott et du mouvement BDS, ils le soutiennent totalement et n'acceptent pas l'argument de certains que cette action léserait les palestiniens travaillant en Israël ou dans les colonies car ils estiment, aussi bien les syndicats que les TP, que c'est le prix à payer pour obtenir une paix juste et durable. Tout en spécifiant qu'ils ne recevaient aucune aide de l'AP, ils ont été très satisfaits de sa récente décision d'interdire l'entrée de produits des colonies en Cisjordanie. La mission a pu constater de visu que cette décision est strictement appliquée, ayant pu observer l'arrestation d'un camion pour vérification de son contenu par la police palestinienne. Les syndicats ont expliqué que les ouvriers palestiniens ne sont pas organisés et que seulement la moitié s'inscrit auprès des syndicats palestiniens. Un autre de leur objectif est de s'unir afin de ne former qu'un seul syndicat. Des dissensions persistent, cependant, particulièrement en ce qui concerne une éventuelle alliance avec le syndicat israélien Histadrut qui serait en fait une extension du Gouvernement israélien.

#### Rencontre avec des ouvriers/ières et des agriculteurs.

Au barrage de contrôle d'Irtah, près de Tulkarem, avec l'aide de notre hôte Fayez nous avons pu parler avec sept ouvriers travaillant dans la construction revenant de leur travail en Israël. Trois avaient des patrons différents et quatre travaillaient pour le même patron. Tous nous ont dit être satisfaits de leurs conditions de travail. Leur permis était en règle et régulièrement renouvelé. Ils avaient une assurance pour les accidents du travail et leur salaire variait entre 150 et 200 NIS net par jour. Leurs deux jours de congé par semaine ne sont pas payés. Par contre, leur journée de travail est sensiblement rallongée par le fait que le seul check-point d'Irtah fait passer 6000 ouvriers palestiniens tous les matins. Comme leurs entreprises respectives en Israël viennent les chercher de l'autre côté du Mur à 7h du matin, ils doivent commencer à faire la queue à partir de 3h du matin de crainte de rater leur bus qui ne les attend pas en cas de retard, aussi minime soit-il. La pression est grande et il y a souvent des blessés et des travailleurs qui tentent de passer par-dessus les grillages.

A Deir Istiya nous avons eu un entretien avec la directrice d'une usine de vêtements. Trente ouvrières y travaillent 8h30 par jour. Elles sont payées entre 70 et 80 Nis (entre CHF 20 et

25), possèdent une assurance contre les accidents du travail qui couvrent un arrêt de travail éventuel lié à l'accident. Les heures supplémentaires sont payées mais pas le jour de congé par semaine. Il y a peu d'hommes dans cette usine mais ils sont payés plus que les femmes : de 120 à 140 NIS par jour. Il nous a été expliqué que la différence était due au fait que leur travaux étaient plus pénibles, nécessitant plus de force et qu'ils étaient souvent les soutiens de famille nombreuses. Les vêtements quittent le village pour Israël avec la marque « made in Israël ».

A Halhoul, nous avons revu avec plaisir notre ami Raed, ingénieur agricole, qui cultive du raisin aussi bien pour la consommation directe que pour en faire un jus délicieux. Il travaille bénévolement tous les samedis dans la succursale palestinienne d'une ONG israélienne « Kavlaoved » qui milite pour la défense des palestiniens travaillant pour des patrons israéliens, particulièrement ceux travaillant dans les zones industrielles. Au sein de cette ONG il est responsable de la recherche des maladies liées au travail dans les usines, les patrons israéliens ne fournissant souvent pas de protection réglementaire. Il a évoqué les problèmes que rencontrent quasiment tous les agriculteurs palestiniens avec les colons et l'armée ainsi qu'avec la poursuite de la construction du Mur qui continue à impliquer des confiscations de terres agricoles, à séparer les villages des villes et à entraver la circulation Palestine-Israël et surtout Palestine-Palestine. Il a aussi abordé les nouvelles lois israéliennes sur les permis. 70.000 palestiniens dont les ancêtres seraient originaires de Gaza, même si eux-mêmes n'y sont pas nés, ou détenteurs de passeports jordaniens pourraient être renvoyés à Gaza ou en Jordanie. Dans le cas où la Jordanie n'accepterait pas cette afflux de ressortissants jordaniens qui en fait ne le sont pas, ils seraient envoyés à Gaza.

A Tulkarem, après notre retour du check-point d'Irtah, Fayez , qui possède une petite exploitation agricole entre le Mur et l'usine chimique de Gishori, nous a fait visiter son exploitation. Il possédait trois hectares de terres agricoles dont deux lui ont été confisqués pour la construction du Mur. Pendant 14 mois, les militaires israéliens bloquaient l'entrée des champs du seul hectare qui lui restait par des fils barbelés et des fils de rasoirs. Pendant 14 mois, tout en ayant fait appel à la haute cour israélienne, Fayez et sa famille venaient quatre fois par jour sectionner les fils. Finalement, la Haute Cour a rendu son jugement. Il a été autorisé à garder son exploitation amputée des deux hectares. Néanmoins, l'armée continue son harcèlement et tout dernièrement par suite du blocage délibéré des canalisations d'évacuation d'eau à la base du Mur, son exploitation à été inondée et ses cultures détruites. L'endurance, le courage et la gentillesse de cette famille malgré tous leurs déboires nous ont touchés au plus au point.

Près de Jéricho dans la Vallée du Jourdain nous nous sommes arrêtés sur le bord de la route devant un champ d'aubergines appartenant à la colonie de Tomer. Un groupe de travailleurs agricoles palestiniens ainsi que des enfants de 10 à 14 ans cueillaient les aubergines sous un soleil de plomb et les rangeaient dans des cartons sur lesquels était noté « produce of Israel ». Ils ont volontiers répondu à nos questions. Leur salaire est de 70 Nis par jour (CH25,-), mais à la fin de la journée de huit heures parfois plus, il ne leur restait que 50 Nis (CH16,-) car 20 Nis étaient prélevés par l'intermédiaire, souvent palestinien, qui les avait recommandés pour ce travail. Les ouvriers agricoles dans les colonies n'ont aucune assurance sociale, ni de santé ni même pour les accidents du travail, aucune protection contre les pesticides et insecticides, un jour de congé par semaine non payé, heures supplémentaires non payés. Les femmes et les enfants ont des salaires encore moindres.

En outre, en cas de litige avec un patron dans des colonies, ils n'ont aucun recours juridiques. Plus loin, nous avons visité une entreprise palestinienne « Holy Land Co ». La différence de traitement des ouvriers est significative. Les employés administratifs ont un contrat de travail et une assurance santé accident. Les journaliers n'ont pas de contrat mais une assurance accident et sont couverts en cas d'arrêt du travail suite à un accident. Ils bénéficient de toutes les protections nécessaires contre l'effet des engrais et pesticides chimiques. Les salaires sont sensiblement les mêmes que dans les colonies, c'est-à-dire entre 50 et 70 Nis donc dans certains cas légèrement supérieurs. Le grand avantage est le recours juridique en cas de litige puisque le droit jordanien s'applique, et est respecté, dans toute la Cisjordanie.

A Bethléem, le propriétaire d'un magasin d'articles touristiques nous a expliqué qu'il souffrait beaucoup de la propagande négative des agences touristiques israéliennes vis-à-vis des marchandises palestiniennes, décrivant leurs soi-disant mauvaises qualités, leur provenance douteuse et leurs prix élevés. Afin de pouvoir conserver le permis pour son magasin, il était obligé de faire tous ses achats auprès de compagnies israéliennes et non palestiniennes. Il se faisait cependant faire de fausses factures par des entreprises israéliennes qui travaillaient avec lui ce qui lui permettait de conserver son commerce.

#### Visite des structures agricoles dans la Vallée du Jourdain et à Wadi Qana près de Deir Istiya

Nous avons été éblouis par la beauté des deux vallées. Toutes les deux sont situées dans des zones C, sous contrôle total israélien (Accord d'Oslo de 1993) et toutes les deux sont très convoitées par Israël pour leurs importantes réserves en eau. Dans la vallée du Jourdain, les collines blanches parsemées de nombreuses exploitations agricoles et de petits villages palestiniens semblent paisibles et fertiles. Fertiles, certes, mais la colonisation intensive de cette merveilleuse vallée ruine la vie des palestiniens qui restent et s'accrochent à leur terre en étant constamment harcelés par les colons et l'armée. Sur les 2.400 km<sup>2</sup> de la vallée du Jourdain, qui constituent un tiers de la Cisjordanie, seuls 85 km<sup>2</sup> sont encore sous contrôle palestinien. Depuis 1990 le nombre de colonies est passé de 11 à 36 dans lesquelles habitent plus de 7.000 colons. Avant 1968, la vallée avait une population de 130.000 palestiniens. Suite au vol des terres par les différents gouvernements israéliens, de gauche et de droite, pour y implanter des colonies en toute illégalité, il ne reste plus que 5.200 habitants qui refusent d'abandonner leur terre et vivent dans des conditions très précaires. Nous nous sommes arrêtés au petit village de Jiftlik où une jeune ingénieure agricole nous a fait visiter les maisons détruites suite à des ordres de démolition de l'armée et leur remplacement par des maisons construites en matériaux locaux, principalement de briques faites de terre argileuse et de paille (en zone C les constructions en « dure » sont interdites). Ces maisons sont certes rudimentaires mais les habitants en sont très heureux ; nous expliquant qu'elles étaient faciles à entretenir, fraîches en été et chaudes en hiver. Celles que nous avons visitées avaient été aménagées pour des familles de 6 à 8 personnes et les habitants en étaient très fiers, à juste titre. Trois écoles et deux cliniques ont été construites entièrement par des bénévoles dans cette vallée avec ces briques. Malgré le fait que ces constructions de sont pas en « dur » mais en matériaux légers locaux, des ordres de démolition ont récemment été délivrés. Les palestiniens s'en moquent ; la fabrication des matériaux étant peu onéreuse et rapide, les bulldozers ayant à peine terminé leur travail, que la reconstruction recommence! Les colonies avoisinantes pompant pratiquement toute leur eau, leurs cultures en souffrent mais les habitants déploient toute leur ingéniosité pour la

repandre : creusant des puits la nuit (normalement interdit), branchant des canalisations sur les conduites d'eau des colons, etc.

La belle vallée de Wadi Cana, près de Deir Istyia, est beaucoup plus petite que la Vallée du Jourdain, (sa superficie est de 10.000 dunums, soit 10km<sup>2</sup>) mais rencontre néanmoins des problèmes très similaires. 11.000 colons sont répartis dans 9 colonies, dont Ariel (la plus importante en nombre de colons), qui la domine de tous les côtés. En plus d'être en Zone C, le Wadi a été déclaré « réserve naturelle » par les autorités israéliennes, interdisant par conséquent toute construction. Les 13 familles, qui étaient 39 avant 1985, ne peuvent donc normalement pas y habiter. Quelques membres de ces familles, habitant dans les villages environnants, se relayent pour vivre dans des logements de fortune, sans eau ni électricité, pour y maintenir une présence afin que les colons ne se l'approprient pas sous le fallacieux prétexte que le Wadi aurait été abandonné. La terre y est très riche et les 13 familles, qui continuent de braver les conditions très dures imposées par les lois israéliennes, le harcèlement des colons et de l'armée, cultivent principalement des agrumes et des olives. La veille de notre visite des colons avaient sectionné une nouvelle plantation de 20 jeunes oliviers. Les familles s'apprêtaient à les replanter. Récemment, suite à une décision de la Haute Cour israélienne, après 6 années de procès, les colonies qui déversaient leurs égouts dans la vallée ont dû trouver une autre solution. Ici aussi il est interdit de creuser des puits, mais les familles aidées par les habitants des villages viennent la nuit construire des bassins, et creuser des puits. L'intelligence de vie et la calme persévérance de ce peuple ne cessent de nous émerveiller.

#### Discussions avec des membres de la Chambre de Commerce de Naplouse et des personnalités Politiques.

Comme à chaque fois que nous allons à Naplouse, ville que nous aimons beaucoup, nous rencontrons le maire, Adly Yaish. L'entretien a porté sur la situation à Naplouse qui s'est nettement améliorée suite à la levée d'un bon nombre de check-points. Les habitants de Naplouse, après des années de bouclage, ressentaient une liberté toute nouvelle. Ils en profitaient largement se doutant qu'elle risquait de ne pas durer, Israël maintenant son contrôle total. Le maire nous a informés qu'il ne se représenterait probablement pas lors des prochaines élections municipales. Les 18 mois de prison en détention administrative dont il était sorti en 2009 semblaient l'avoir beaucoup marqué, mais il restait toutefois positif quant à l'avenir, s'appuyant sur la détermination et la force de résistance de son peuple. Interrogé sur une éventuelle stratégie de l'AP pour l'avenir, il nous a répondu que les priorités étaient de régler les nombreux problèmes au jour le jour et que la stratégie viendrait des mouvements populaires.

Nous avons été reçus par sept représentants de la Chambre de Commerce du Gouvernorat de Naplouse qui nous ont expliqué les multiples difficultés qu'ils rencontraient pour importer et exporter du matériel. Ils ne peuvent, par exemple, pas importer de fertilisants qui, d'après les autorités israéliennes, pourraient servir à fabriquer des bombes. En ce qui concerne l'exportation, l'état d'Israël ne prend que ce dont il a strictement besoin. Alors que Naplouse possède une capacité d'exportation importante telle que huile d'olive, savons, artisanat et programmes informatiques de tout niveau qui représenteraient un apport économique considérable pour la région, Israël limite ces exportations au minimum. En outre les formalités d'importation et d'exportation sont très longues et complexes ; il en est de même pour les contrôles car les douanes israéliennes vérifient et révérifient chaque marchandise.

Des camions entiers de denrées alimentaires peuvent rester de longues périodes en attente au check-point provoquant une détérioration des marchandises et par conséquent une perte sèche pour les exportateurs. Un rôle important de la chambre de commerce est le soutien aux petites entreprises par des prêts et des cours de formation. Un programme pour les femmes afin de les encourager à participer aux diverses activités de la chambre de commerce est en cours et obtient d'excellents résultats. Des programmes de formation pour les jeunes dans de nombreux domaines professionnels font également partie des activités de la chambre de commerce.

A Tulkarem l'entretien que nous avons eu avec le gouverneur s'est limité à l'éloge des actions qu'entreprenaient l'Autorité palestinienne, ce qui ne semble pas correspondre à l'opinion d'une majorité de palestiniens. La confiance vis-à-vis de l'AP a beaucoup faibli contrairement aux comités populaires qui prennent de plus en plus d'importance et de crédibilité auprès de la population palestinienne. Le gouverneur était cependant très fier de la récente décision de l'AP d'interdire l'importation en Cisjordanie de tout produit en provenance des colonies.

A Al-Walaja, le maire nous a dépeint un avenir très sombre pour son village qui d'ici peu sera complètement encerclé par le Mur, le séparant de Bethléem et détruisant ainsi quasiment toute son économie. Devant cette nouvelle épreuve pour la population de son village, le maire nous a paru découragé mais décidé cependant à se joindre aux autres villages de Cisjordanie qui luttent en ayant adopté le mouvement de résistance populaire non-violent lancé par Bil'in il y a déjà plusieurs années. Al-Walaja aussi manifeste tous les vendredis contre le vol des terres provoqué par la poursuite de la construction du Mur et ce village est réprimé très violemment par l'armée d'occupation.

#### Manifestations à Beit Jala et Bil'in

Nous avons participé, avec les autres membres de la mission, à deux manifestations. La première contre la destruction des oliviers et d'un terrain de jeu appartenant à une famille de Beit Jala que nous avons visitée la veille et qui venait de recevoir l'avis de démolition. Elle ne pensait pas, cependant, qu'il serait appliqué si rapidement, surtout que Beit Jala avait présenté une proposition qui aurait pu satisfaire toutes les parties intéressées en évitant de saccager les oliviers de la famille et la place de jeu des enfants du village. Nous étions une trentaine de manifestants et l'armée israélienne nous a repoussé et arrêté sept internationaux, qui avaient réussi à rejoindre la famille par un chemin détourné, avec sa douceur habituelle ! La deuxième à Bil'in, dont la manifestation du vendredi terminait la 5e Conférence internationale sur la résistance non-violente, a aussi été durement réprimée avec un blessé grave et plusieurs plus légèrement. Malgré toutes les interdictions, les violentes répressions de jour et de nuit, les arrestations arbitraires, etc. toutes ces manifestations sont de plus en plus fréquentées aussi bien par les palestiniens, que par les internationaux et les activistes israéliens. Ce qui démontre bien l'absurdité, et l'échec, des actions violemment répressives de l'armée d'occupation israélienne et de la politique des gouvernements israéliens.

#### Associations activistes israéliennes AIC (Alternative Information center) et ICAHD (Israeli Committee against House Demolition).

AIC nous a expliqué la différence entre les colons. Certains israéliens vivant à l'étranger achète des maisons secondaires dans les colonies et ne les occupent que quelques

semaines par an. D'autres s'y installent dans un but purement économique, les habitations étant belles et confortables et les prêts accordés très avantageux. La 3e catégorie est animée par une idéologie religieuse et le sentiment d'appartenance à la terre d'Israël. Cependant, le sentiment religieux qui prédominait probablement lors du début des implantations des colonies juste après la guerre des six jours en 1967, a progressivement été remplacé par des raisons économiques. La politique de Sharon consistait à fixer les colons aux terres confisquées aux palestiniens par des prêts hypothécaires pour couvrir l'apport personnel que la plupart des colons ne pouvait s'offrir. Le remboursement de ce prêt n'est plus exigé par l'Etat à partir de 5 ans vécus dans les colonies. Les colons sont très conscients qu'ils n'auraient pas en Israël la même qualité de vie que celle qu'ils ont dans les colonies, d'où leur acharnement à la conserver coûte que coûte aux dépens de la population palestinienne à qui appartiennent ces terres par des moyens s'apparentant à du terrorisme.

Nous avons parcouru avec ICAHD Jérusalem Est et les quartiers d'où ont été expulsés des propriétaires palestiniens pour y installer des colons. Tout est lié à la question démographique afin de réduire au maximum la présence palestinienne. À Sheikh Jarrah, de nombreuses familles israéliennes se joignent chaque vendredi aux familles palestiniennes pour protester contre cette infamie. Il semblerait que les rassemblements se font de plus en plus importants et comprennent un grand nombre de jeunes juifs israéliens. Toujours dans le but de changer la réalité sur le terrain et d'instaurer la souveraineté d'Israël d'une manière permanente, des îlots de deux ou trois immeubles sont construits sporadiquement dans Jérusalem Est pour installer des colons. Ces petites colonies sont reliées entre elles et protégées par l'armée israélienne. Il est aisé alors de voir que l'objectif des Gouvernements israéliens est d'empêcher que Jérusalem Est devienne un jour la capitale d'un éventuel État palestinien. Nous avons également pu constater la nouvelle politique concernant les permis pour les résidents de Jérusalem qui restreint encore plus leur liberté de circulation entre Jérusalem et la Cisjordanie.

Israël à beau dépecer la Palestine, entraver le développement d'une économie viable et compétitive en rendant l'économie palestinienne totalement dépendante d'Israël, couper l'accès à l'eau, détruire maisons, infrastructures civiles, exploitations agricoles, promulguer encore plus d'interdits, poursuivre la construction du Mur d'annexion, voler les terres, implanter plus de colonies, arrêter, emprisonner, assassiner femmes, enfants, vieillards, la Palestine et son peuple restent seuls debout et dignes, dépassant les errements de leurs dirigeants. L'État d'Israël, avec le monde politique international à ses côtés, a perdu sa dignité, ses valeurs morales et son humanité. Israël a perdu la raison mais il est peut-être encore temps qu'il inverse sa politique destructrice avant de perdre son avenir.

Caroline et Nathan Finkelstein

Tannay - 25 juin 2010